**LE PREMIER EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS,
XVI^{ÈME}-XVIII^{ÈME} SIECLE**

Depuis 1990, l'histoire coloniale, longtemps ignorée, est à la mode, fait polémique et soulève les passions. Son enseignement est en plein bouleversement¹.

Pourtant l'histoire coloniale n'a pas toujours été marginalisée : elle s'est développée dans les années 1880 et elle avait le vent en poupe dans les années 1930. En raison de la décolonisation, cette histoire coloniale fut discréditée pour des raisons idéologiques et intellectuelles car elle avait exalté le colonialisme, l'impérialisme et le nationalisme. Le passé colonial de la France a refait surface sur la scène politique et sociale dans les années 1990. Mais pendant longtemps, l'attention s'est concentrée sur la guerre d'Algérie.

La question mise au programme de la classe de seconde baccalauréat professionnel a été conçue pour répondre à la loi Taubira qui définit la Traite Atlantique comme un crime contre l'humanité (article 1 : *La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du XV^e siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité*) et qui encourage l'enseignement (article 2 : *Les programmes scolaires et les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines accorderont à la traite négrière et à l'esclavage la place conséquente qu'ils méritent*)

Cette question est ainsi l'occasion d'aborder la place de la mémoire en histoire et de réfléchir avec les élèves aux rapports qui existent entre les deux. Mais nécessité que la colonisation, la traite et l'esclavage soient enseignés en primaire et en secondaire pour des raisons intellectuelles : l'on ne peut pas comprendre l'histoire de l'Europe des XVI^e-XIX^e siècles sans tenir compte du rôle que la colonisation, la traite et l'esclavage ont joué dans le développement de la modernité européenne.

I) LE PREMIER EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS :

1) Pourquoi la France participe-t-elle si tardivement à l'expansion coloniale (XVII^{ème}) alors que l'Espagne et le Portugal s'y sont lancés dès le XVI^{ème} siècle?

Il s'agit de mener une réflexion sur la chronologie et sur les autres empires coloniaux. Les programmes ne traitent que de l'Empire français alors que les universitaires développent une histoire comparée et croisée, mettant en avant les échanges, les connexions entre les différents empires. On ne peut rien comprendre au premier empire colonial français si on traite son histoire indépendamment de celle des autres empires coloniaux européens.

Au XVI^{ème} siècle, la France se focalise sur l'Europe avec les guerres d'Italie (60 ans de conflits dans le cadre d'une rivalité avec l'Espagne). En 1559, alors que cessent les guerres d'Italie, commencent les guerres de religion, ce qui retarde encore la France, même si elle n'est pas totalement absente des entreprises coloniales : voyages de Jacques Cartier, développement de voyages à intérêts privés des négociants bretons et normands vers le Brésil (bois brasil pour teinture) et la Floride. Il en

¹ - En raison de l'influence et du travail des historiens américains, beaucoup de titres d'ouvrages sont en anglais.

va de même pour les entreprises de pêche à la morue vers Terre-Neuve : c'est une activité fondamentale à laquelle participent les Français, les Basques, les Portugais, les Espagnols, etc. Les routes maritimes les plus empruntées sont celles des morutiers (voir l'importance de la question de la pêche à la morue dans les négociations du traité de Paris par Choiseul) alors qu'on les néglige trop souvent.

Quand la France se lance pour de bon dans l'aventure coloniale, c'est essentiellement pour des motivations géopolitiques → l'Espagne est la première puissance européenne (richesses des mines du Mexique et du Pérou qui financent l'armée espagnole). La France et la l'Angleterre veulent contester cette hégémonie grâce au commerce colonial. Leur modèle est la colonisation espagnole. Ils cherchent avant tout les mines d'or et d'argent. La rivalité franco-anglaise débutera plus tard.

b) Pourquoi les Français s'installent-ils dans certains endroits et pas dans d'autres ?

Ils s'installent tout simplement là où les Ibériques ne sont pas.

Cela pose rapidement le problème des droits que les différentes puissances européennes peuvent avoir sur les terres nouvellement découvertes (réponse avec la bulle papale et le traité de Tordesillas contestés immédiatement par les Français et les Anglais, et plus tard les Provinces-Unies).

Les Français s'installent donc dans les Antilles. Au départ, il s'agit d'un projet colonial lié à un but de piraterie : se situer sur la route des galions espagnols (or et argent) avant qu'ils ne regagnent l'Espagne. Ils s'installent également au Canada : la pêche et la traite des fourrures ne nécessitent pas de colonisation mais juste des comptoirs. Le problème, c'est que pour tenir ces comptoirs, il faut les peupler et les développer. Les Etats développent donc des colonies de peuplement et d'exploitation en essayant de les rendre rentables (elles ne doivent pas coûter beaucoup à la métropole).

En 1699, fondation de la Louisiane pour des raisons géopolitiques : il faut faire face aux Anglais et les empêcher de capter le commerce espagnol. De plus, il s'agit de maîtriser l'axe fluvial des grands fleuves (Saint-Laurent et Mississipi) et bloquer l'avancée anglaise.

Conséquences de cette installation aux Antilles et Canada : pas d'or ni d'argent, pas de sociétés amérindiennes comparables à celles qu'ont rencontré les Espagnols (organisées en Etats et sociétés d'agriculteurs, donc exploitables dans les mines). Il s'agit d'Amérindiens nomades ou semi-nomades. Il faut donc inventer un autre modèle de colonisation.

Le problème des cartes présentées dans les manuels traitant de ce sujet, c'est qu'elles présentent le monde comme de simples territoires vides qu'il s'agirait seulement d'occuper, qu'elles ignorent totalement les limites des territoires des non-Européens, qu'elles n'indiquent que les limites de l'empire français et pas celles des autres empires européens, et ne différencient pas les différents types de possessions coloniales (colonies, comptoirs). Elles donnent également l'impression que la domination coloniale s'imposait partout et pareillement sans difficulté. En Amérique du Nord par exemple, le grand empire français est morcelé : on est en territoire indien et la présence française se marque seulement par quelques postes et forts (environ 10 000 colons et esclaves en 1763). Cette construction ne tient que par une politique d'alliance avec les Amérindiens. Dans les Antilles, les Amérindiens n'ont pas encore totalement disparu au XVIIe siècle et dans les grandes îles, les centres sont souvent occupés par des communautés d'esclaves marrons au XVIIIe siècle, qui échappent à la souveraineté des européens.

En Afrique, il n'y a pas de colonisation (sauf en Angola avec les Portugais) à cause de la rudesse du climat, des maladies et surtout de la puissance des royaumes et des chefferies. La traite négrière se développe justement parce que la colonisation ne peut se faire. De plus, elle se fait avec l'accord et la participation des puissances locales (les Européens paient des taxes pour établir des forts de traite).

C'est la même chose en Asie : pas de territoires sous souveraineté européenne. On établit des comptoirs après la signature de traités avec les Indiens. Il n'y aura pas de politique d'expansion territoriale avant le milieu du XVIIIe siècle².

²³Cf. le budget de l'Etat à la veille de la Révolution, conservé au Musée des Douanes de Bordeaux.

On rencontre également un problème de traitement chronologique dans les manuels en ce qui concerne l'expansion, l'apogée et le déclin de l'Empire Français avec le traité de Paris. Le problème est que l'apogée de l'empire se situe après 1763 si on pense qu'il s'agit avant tout d'un empire de commerce (boom de la traite négrière et politique de Choiseul : fin de l'expansion territoriale et resserrement sur le commerce). Grâce à St Domingue la France devient le 1^{er} producteur de sucre et de café au monde → réexportations vers l'Europe → entrées fiscales très importantes³. Ce système est mis à mal par la révolte de esclaves en 1791 et l'indépendance d'Haïti en 1804.

L'ensemble des territoires ultramarins et la Métropole ne font pas vraiment figure « d'Empire ». Il y a un processus de construction et une véritable diversité « des empires ». On devrait plutôt parler de « formations » impériales car il n'y a pas d'unité, pas de politique impériale globale. D'après certains historiens il n'y aurait pas de 1^{er} empire colonial français. Le mot « empire » lui-même n'est pas approprié pour désigner ces territoires (Le terme n'apparaît en France que lors de la Révolution française). Pour d'autres historiens, il y a cependant des phénomènes qui amènent à la mise en évidence d'une cohérence : une seule institution (Secrétariat à la Marine, système de l'exclusif, des administrateurs qui circulent entre la métropole et les différents établissements coloniaux, une législation variable même s'il y a des points communs (ex. le Code noir)

Autre débat : la réflexion sur le caractère colonial de l'empire. Il a un caractère mouvant et sans cesse en construction. Le caractère colonial tient au rapport de dépendance (économique, législative et morale) des territoires colonisés à la Métropole, et les rapports de domination exercés par les colonisateurs sur les autres groupes ethniques présents. Ainsi, dans le cadre des colonies de peuplement, la place des colons est complexe car ils sont à la fois colonisateurs et colonisés (par rapport à la métropole).

La dépendance à la métropole est traitée dans le programme du point de vue économique (et non politique). Si toute la vie économique des colonies est censée être tournée vers la Métropole (théorie du mercantilisme), le système de l'exclusif n'est pourtant absolument pas respecté par les négociants et les colons qui le contournent allègrement via l'interlope et la contrebande. C'est d'autant plus facile que ces empires sont connectés de toutes parts. Ainsi, les Antilles sont le paradis de la contrebande d'une île à l'autre, quel que soit le colonisateur (les colons français achètent leurs esclaves aux négriers britanniques). On assiste d'ailleurs rapidement à une multiplication des révoltes des locaux (révoltes blanches) afin de faire supprimer l'exclusif, voire d'introduire un exclusif mitigé.

II) LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES :

Pour ce qui est des compagnies, cette question s'inscrit plus largement dans celle des rapports entre Etat, capitalisme et colonisation. A la base, se pose le problème du financement des entreprises coloniales : qui doit organiser et financer les entreprises coloniales ? On recourt systématiquement aux Compagnies (même si celles-ci disparaissent rapidement, sauf en ce qui concerne le commerce avec les Indes et la Traite négrière).

La Compagnie est une invention des Hollandais et des Anglais. Cela consiste à céder un monopole commercial sur un territoire à un groupement de financiers, de négociants ou d'armateurs. En échange, la Compagnie peuple et développe la colonie. La France y recourt parce que l'Etat n'a pas les moyens financiers de se livrer à une véritable entreprise de colonisation⁴. Pour les négociants, la Compagnie est un moyen de se faire octroyer un monopole commercial sur certaines denrées rares et de s'assurer un minimum de bénéfices (en effet, coloniser coûte très cher). La gestion des Compagnies est cependant toujours décriée, en Amérique du nord et en Afrique, et les colonies finissent par passer sous contrôle étatique.

Les Compagnies disparaissent plus tardivement en ce qui concerne la Traite négrière. C'est en effet un commerce très risqué qui s'effectue sur le long terme, avec des montages financiers compliqués, des voyages longs et une immobilisation des capitaux, et ce, malgré le régime de « permission »⁵.

³Cf. le budget de l'Etat à la veille de la Révolution, conservé au Musée des Douanes de Bordeaux.

⁴ - Le budget de la France sert d'abord à financer les guerres livrées en Europe.

⁵ - 1716 : libéralisation de la Traite qui est désormais ouverte à des indépendants.

L'apparition de la Compagnie des Indes orientales est ainsi liée à la longueur du voyage, au coût élevé et aux risques du commerce vers l'Asie. Il faut en effet deux ans pour effectuer le voyage aller-retour. Celui-ci se fait sous forme de flottes, composées de navires de guerre chargés de la sécurité et de vaisseaux de commerce. Il faut compter de nombreuses escales, destinées à assurer le ravitaillement des troupes et le chargement des cargaisons de retour déjà préparées dans les comptoirs indiens (ce qui sous-entend donc également d'entretenir tout un personnel de diplomates et de courtiers sur place).

Rapidement il y a un véritable débat sur la nécessité de libéraliser ce commerce (notamment sous la pression des négociants Malouins) et, en 1769 on assiste à une levée du monopole des Compagnies.

III) UNE PLANTATION ET SON ECONOMIE :

Le programme insiste sur la centralité de l'esclavage des Africains, qui est présenté comme un fondement du 1^{er} empire colonial français (St Domingue, Guadeloupe et Martinique).

Néanmoins, ce choix laisse de côté des colonies peu peuplées d'esclaves comme l'Amérique du Nord, les relations avec les Amérindiens⁶ et la mise en esclavage ponctuelle de ceux-ci⁷. En Louisiane, par exemple, on assiste à la rencontre de deux modèles d'exploitation à la confluence du système antillais et canadien et du système franco-amérindien et franco-africain.

Aujourd'hui, les manuels scolaires se focalisent sur la plantation sucrière mais ce modèle de plantation est trop restrictif et marqué par la taille très élevée des plantations de référence (vaste superficie et nombre d'esclaves important pour des raisons d'économies d'échelles → unité d'exploitation agricole mais également unité économique de type semi-industriel avec la présence d'un moulin à sucre) alors qu'il existe également des petites exploitations centrées sur la culture du café, de l'indigo et du tabac. Désormais, on se focalise davantage sur les villes et l'esclavage urbain.

Les petites exploitations (café, indigo et tabac) peuvent être possession des libres de couleur, et de petits blancs. Les libres de couleur sont une catégorie d'individus formée de personnes noires ou métissées bénéficiant de la liberté, soit par la naissance (lorsque leur mère est elle même libre) ou par affranchissement. Les libres de couleur sont majoritairement d'ascendance mixte, mais il y a également des Noirs libres. Les libres de couleur sont victimes du préjugé de couleur, forme de ségrégation qui les écarte des postes à responsabilité et des honneurs après 1763. « Mulâtre » est le terme forgé à l'époque pour désigner une personne issue de l'union entre un Blanc et une Noire. Le terme de « petits blancs » est utilisé pour désigner les Européens appartenant à une couche sociale plus basse.

Selon la taille des plantations, la vie des esclaves est différente. Sur les grandes plantations, les esclaves africains qui appartiennent à différentes nations ont plus de chance de trouver des conjoints du même groupe ethnique : ce sont donc des lieux favorables à la préservation des langues et des cultures africaines. De plus, les grandes exploitations impliquent un éloignement plus important entre maître et esclaves : ceux-ci sont donc plus autonomes dans leur gestion quotidienne. Le produit cultivé a également une incidence sur la vie quotidienne des esclaves (natalité, mortalité, fécondité etc.). La plantation n'est donc pas seulement une unité économique.

Les plantations se développent au XVII^{ème} siècle avec une main d'œuvre d'engagés blancs. On ne passe à l'esclavage des Africains que dans le dernier quart du XVII^{ème} siècle à cause d'un problème de disponibilité de la main-d'œuvre (il n'y a pas assez d'immigrés européens), de rentabilité économique (les esclaves coûtent moins cher grâce à la Traite négrière) et culturelle (on pourrait certes exploiter des Européens pauvres mais, cf. David Eltis, on ne réduit en esclavage que les « autres », il y a un véritable racisme envers les Noirs⁸). Ce problème se pose rapidement dans les colonies françaises avec le statut des « Libres de Couleur » affranchis ou descendants de ceux-ci, qui voient une réduction de leurs droits par rapport aux autres libres. Ces discriminations vont s'accroître après 1763 à St

⁶ - Ainsi, la petite île de la Dominique compte un peuplement d'Indiens jusqu'à la moitié du XIX^{ème} siècle.

⁷ - Cf. : les traites amérindiennes entre Amérique du nord et les Antilles.

⁸ - Cf. spécificité de l'esclavage américain : il y a un esclavage « racialisé » avec une séparation entre Blancs et Noirs.

Domingue lorsque les « Libres de couleur » vont être aussi nombreux que les Blancs : un phénomène de concurrence s'installe car les terrains se raréfient. Ce phénomène typiquement colonial de l'inégalité des droits va devenir fondamental quand un régime républicain va s'installer en France.

Pendant la Révolution française on assiste à une première remise en question de l'esclavage. Les manuels insistent sur la révolte des esclaves et le mouvement abolitionniste. Toutefois, celui-ci se développe plus tardivement en France qu'en Angleterre et est le fait des élites (alors qu'il s'agit d'un mouvement plus populaire en Grande-Bretagne). La colonisation est également critiquée, mais ces mouvements sont très minoritaires : il y a un véritable consensus sur la Traite et l'esclavage. On continue à faire de nombreux projets d'expansion coloniale⁹. Résultat, dans la nuit du 4 août, seul La Rochefoucauld demande l'abolition de l'esclavage. Et la déclaration des droits de l'Homme ne tient compte ni des femmes ni des esclaves. En 1794, la Convention abolit l'esclavage à cause de la révolte de St Domingue et de la guerre avec la Grande-Bretagne (qui menace d'occuper St Domingue et ne peut être vaincue sans l'aide des esclaves et des Libres de couleur). Tout ceci montre les limites de l'universalisme républicain. L'esclavage est aboli à St Domingue et en Guadeloupe mais pas en Martinique ni dans les Mascareignes. Dès 1795, des voix s'élèvent pour le rétablissement de l'esclavage et Napoléon le rétablit en 1802.

Il est nécessaire de ne pas s'arrêter sur cette date mais d'insister sur celle de 1804 → résistances en Guadeloupe (révolte de Louis Delgrès), remise en place de l'esclavage et action à St Domingue de Toussaint Louverture¹⁰. En 1804 : indépendance d'Haïti : création de la première République noire de l'humanité. (troisième grande révolution après la révolution américaine et la Révolution française).

La seconde abolition a lieu en 1848 : elle est définitive mais ne met pas fin à la colonisation (il faut attendre 1946 pour que les Antilles cessent d'être des colonies).

Compte rendu établi par Cécile Girardeau, PLP lettres histoire.

Bibliographie : Histoire de l'Amérique française de Gilles Havard et Cécile Vidal, coll. Champs Flammarion

⁹ - Cf. la tentative de Choiseul d'installer plusieurs milliers de personnes à Kourou ou l'idée de coloniser l'Afrique.

¹⁰ - Aidé par la fièvre jaune qui décime l'armée française.